

peuples israélien et palestinien ayant tous deux des droits et des préoccupations légitimes dont il faut tenir compte. Le besoin d'Israël d'assurer sa sécurité, d'avoir des frontières reconnues et d'être pleinement accepté par ses voisins ne peut être satisfait que dans un cadre politique, et non militaire. Il en est de même des droits légitimes des Palestiniens, y compris leur droit à un foyer national à l'intérieur d'un territoire clairement limité, soit la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Je prie donc instamment toutes les parties concernées de faire l'effort de volonté et de sagesse que commandent des décisions tout aussi nécessaires que difficiles. Parmi les domaines où des progrès s'imposent d'urgence, aucun n'est plus prioritaire que la prise de mesures pour assurer que le Moyen-Orient restera une région exempte d'armes nucléaires.

La question de la péninsule coréenne est un autre problème qui préoccupe depuis longtemps les Nations Unies. Là encore, les bons offices du secrétaire général ont été utiles. Nous sommes encouragés par les démarches faites récemment par la République de Corée dans la perspective d'un dialogue et d'une réconciliation inconditionnelle, ainsi que de la promotion d'une meilleure intégration de la péninsule à la communauté internationale.

L'Organisation joue également un rôle précieux à Chypre, où les processus de maintien de la paix et de pacification sont menés parallèlement sous le leadership du secrétaire général. Nous espérons que les approches actuellement envisagées dans les négociations intercommunautaires mèneront au règlement global juste et durable que souhaitent les deux communautés.

C'est à Chypre qu'est déployé le plus vieux et le plus important contingent de maintien de la paix du Canada. Vingt-cinq ans après l'arrivée des forces de maintien de la paix de l'ONU sur la scène mondiale, j'estime que la force de Chypre accomplit un rôle important en nous encourageant à croire au concept de la sécurité collective assurée par le recours à la négociation, dans le contexte des principes de droit acceptés.

Il y a également des nations impliquées dans nos efforts pour promouvoir la règle de droit à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Dans sa déclaration à l'ouverture de la dixième session de la Conférence sur le droit de la mer, le 9 mars, le secrétaire général faisait remarquer qu'outre la réalisation des objectifs spécifiques de cette conférence, il attachait la plus grande importance à l'incidence possible du succès des négociations sur le renforcement de la capacité de l'ONU